

HISTOIRE

Quand le drapeau rouge flottait sur Aden

Il y a cinquante ans, l'indépendance du Yémen du Sud · Quelques semaines après la défaite des pays arabes face à Israël, en juin 1967, le Yémen du Sud accédait à l'indépendance à l'issue d'un mouvement insurrectionnel contre la présence britannique. Allait alors commencer l'expérience socialiste la plus radicale de l'histoire récente du Proche-Orient. Retour sur la ferveur révolutionnaire qui a saisi la région à cette époque.

traductions: français عربي english

> **HELEN LACKNER** > 30 NOVEMBRE 2017

IL Y A CINQUANTE ANS, LE 30 novembre 1967, naissait le seul État socialiste du Proche-Orient : la République populaire du Yémen du Sud, rebaptisée République démocratique populaire du Yémen (RDPY) en 1970. Elle fut créée après quatre ans de lutte armée contre le colonialisme britannique. Le Royaume-Uni gérait « indirectement » les protectorats orientaux et occidentaux d'Aden, zones principalement rurales où ses interventions se limitaient à donner des « conseils politiques » et à fournir de l'argent et des armes aux chefs tribaux. Londres régnait en revanche directement sur la colonie d'Aden, une cité-État dont l'économie reposait sur deux pieds : premièrement son port, contrôlant l'accès à la mer Rouge et [au canal de Suez](#), et deuxièmement sa position de principale base navale britannique à l'est de Suez.

Traduit de l'anglais par Pierre Prier.

Pour en savoir plus :

→ Noel Brehony, *From Chaos to Chaos : South Yemen 50 years after the British Departure*, *Asian Affairs* 48:3, 2017 ; p. 428-444 ;

→ Helen Lackner, *The People's Democratic Republic of Yemen : Unique socialist experiment in the Arab world at a time of world revolutionary fervour*, *Interventions, International Journal of Postcolonial studies*, vol. 9, issue 5, 2017 ;

→ Helen Lackner, *P. D. R. Yemen, Outpost of Socialism in Arabia*, London, Ithaca Press, 1985.

La guerre de libération n'a pas seulement opposé les forces britanniques aux nationalistes en quête d'indépendance. Elle a aussi été le cadre d'un conflit militaire entre deux mouvements de libération rivaux, le Front de libération nationale (FLN) et le Front de libération du Sud-Yémen occupé (Flosy). Le premier avait une base principalement rurale. Il était composé de la branche yéménite du Mouvement des nationalistes arabes (MNA), alliée à des groupes tribaux locaux. Son leadership comprenait des membres de toutes ces organisations. Certains d'entre eux ont joué un rôle au cours des décennies suivantes : Salem Roubaa Ali, connu sous le nom de Salmine (1935-1978), Abdel Fattah Ismail (1939-1986), Ali Nasser Mohamed (1939-) et Ali Salem Al-Beidh (1939-). Tous ont dirigé le FLN ou son successeur, le Parti socialiste yéménite (PSY) et tous ont présidé l'État à différentes périodes ; tous ont également été impliqués dans les luttes sanglantes qui l'ont déchiré. Le Flosy, en revanche, avait son origine dans le Parti socialiste populaire, principalement actif à Aden et basé sur les syndicats, avec une idéologie plus proche du travaillisme britannique et du socialisme de style nassérien. Ses principaux dirigeants furent Abdallah Al-Asnag (1934-2014) et Abderrahmane Al-Jifri (1943-). Ce dernier participe encore aujourd'hui aux revendications séparatistes du Yémen du Sud.

LA FIN DE LA POPULARITÉ NASSÉRIENNE

Plus présent militairement dans les zones rurales où il jouissait également du soutien des populations, le FLN vainquit militairement le Flosy à Aden, et courant 1967 il prit le contrôle de la plus grande partie de l'*hinterland*, d'où le Flosy était largement absent. Le Royaume-Uni reconnut tardivement le FLN comme principal mouvement de libération et lui remit les clés du pouvoir après des négociations précipitées de dernière minute à Genève.

Cette victoire est arrivée à un moment-charnière dans les mouvements et les idéologies nationalistes arabes. Un peu plus tôt cette année-là, la défaite de l'Égypte et d'autres pays arabes dans [la guerre de juin 1967](#) contre Israël marquait aussi la fin de la popularité du nassérisme dans la région en tant qu'idéologie socialiste, anticoloniale et nationaliste. Une situation confirmée au Yémen même par la victoire du FLN sur son rival nassérien, le Flosy. Au cours des années suivantes, le FLN fut à l'avant-garde d'un glissement vers la gauche de certaines parties du Mouvement nationaliste arabe, illustré ailleurs par l'émergence des Fronts populaire et démocratique pour la libération de la Palestine (FPLP et FDLP), par la transformation du Front de libération du Dhofar en Front populaire pour la libération d'Oman et du golfe arabe (FPLOAG) et par une multitude d'organisations plus petites dans différents États arabes. Tous affirmaient que la défaite de juin 1967 était due au socialisme « petit-bourgeois » promu par [Gamal Abdel Nasser](#) et que seuls des analyses et des mouvements beaucoup plus radicaux, basés sur le marxisme, pourraient vaincre le sionisme, renverser les régimes monarchiques autocratiques de la région et améliorer les conditions de vie des pauvres.

UN ÉTAT RÉVOLUTIONNAIRE

C'était aussi une période de ferveur révolutionnaire dans les pays occidentaux, où il y avait un fort soutien au Front de libération nationale (FNL) vietnamien et à d'autres luttes anticoloniales en Afrique et en Asie. Sans oublier les événements de mai 1968 en France. Au cours de la décennie suivante, le débat se concentra à

gauche sur les divergences idéologiques dans le credo marxiste, un reflet du conflit sino-soviétique alors en cours. Les tendances allaient du maoïsme et du trotskisme au socialisme de type soviétique plus traditionnel. Ces querelles amères fleurirent alors même que tous ces mouvements étaient directement attaqués par les régimes qu'ils cherchaient à renverser, régimes soutenus à des degrés divers par l'Occident. La guerre froide fournissait le cadre international de ces luttes idéologiques, politiques et économiques.

La RDPY fut le seul État arabe où l'un de ces mouvements parvint au pouvoir. Il assumait pleinement son rôle révolutionnaire, soutenant les organisations palestiniennes les plus radicales ainsi que le FPLOAG et d'autres mouvements révolutionnaires régionaux, dans la péninsule Arabique et au-delà. Une attitude qui provoqua en retour des agressions menées par les ex-dirigeants yéménites exilés en Arabie saoudite, à Oman et même dans la République arabe du Yémen, au nord. Soutenus par leurs hôtes, ces leaders renversés lancèrent des incursions armées, forçant le régime à privilégier les dépenses militaires et la défense au détriment du développement.

La RDPY fut également un acteur de la guerre froide, recevant un soutien militaire et économique du monde socialiste, de l'URSS à Cuba et plus tard un soutien mutuel au régime de Mengistu Haile Mariam en Éthiopie. L'Occident considérait la RDPY comme un avant-poste du bloc socialiste dans le monde arabe.

Les positions révolutionnaires du FNL expliquent son ostracisme et son rejet par les monarchies absolues de la région, qui se sentaient menacées. Elles percevaient le Yémen du Sud comme l'avant-garde de mouvements révolutionnaires potentiels dans leurs propres États à une époque où, sur le plan international, les idéologies radicales étaient en pleine ascension. La réaction de ces États, en particulier l'Arabie saoudite, ne se limita pas à la subversion militaire et à l'isolement diplomatique, politique et économique de la RDPY. Les monarchies réagirent aussi en instrumentalisant l'islamisme salafiste quiétiste dans le monde musulman, une stratégie grandement facilitée par l'augmentation spectaculaire des recettes pétrolières après 1973. Cette tendance est restée largement inaperçue de la gauche, profondément empêtrée dans ses propres conflits idéologiques et autres querelles internes. Il lui a fallu des décennies pour se rendre compte que l'islam radical était en train de devenir une idéologie populaire rivale majeure, en particulier chez les jeunes.

L'ÉGALITÉ POUR LES FEMMES

Sur le plan économique, le nouveau régime fut confronté à une situation très difficile et sa survie fut au début incertaine : l'économie d'Aden s'effondra à cause de la fermeture du canal de Suez après la défaite des États arabes en juin 1967, et du départ des Britanniques et de leur base, suivi par celui de l'élite économique du secteur privé d'Aden avec ses actifs financiers. L'arrière-pays avait un potentiel limité, en dehors de la pêche dans la très poissonneuse mer d'Arabie et d'un peu d'agriculture ; aucune trace de pétrole n'avait été trouvée à cette époque. Malgré cet environnement hostile, le régime de la RDPY réalisa des réformes politiques, sociales et économiques importantes : éducation universelle, service de santé gratuit, égalité formelle pour les femmes. Le gouvernement lutta également contre le tribalisme, considéré comme un mécanisme rival de mobilisation politique. Avec

le soutien financier du bloc de l'Est, de certaines institutions financières internationales et, dans le monde arabe, du Koweït, cette politique sociale et économique a été progressivement mise en œuvre au cours des années 1970 et 1980. En conséquence, les Yéménites ordinaires ont atteint un niveau de vie raisonnable, à condition de ne pas faire de politique. L'écart entre les conditions de vie rurales et urbaines a été considérablement réduit ; le régime, dont de nombreux dirigeants étaient d'origine rurale, veillait à ce que les campagnes ne soient pas négligées malgré leur faible densité de population et la vaste étendue géographique du pays. Les revenus familiaux, bien que modestes, étaient suffisants pour assurer les nécessités de base, que ce soit dans l'agriculture, la pêche ou les services.

En revanche, participer de façon active à la vie politique n'était pas un gage de longévité. Non seulement certains parmi les rares leaders survivants de l'époque britannique ou du Flosy furent maltraités, mais les luttes internes continuèrent à déchirer le FLN lui-même. Entre autres, le conflit sino-soviétique fournissait l'arrière-plan des luttes de pouvoir en son sein. Ce dernier se transforma d'un front nationaliste en un parti socialiste plus conventionnel. Le courant révolutionnaire dirigé par Salmine fut vaincu par celui, plus bureaucratique et orienté vers l'Union soviétique, d'Abdel Fattah Ismail. Absorbant les organisations communistes et baasistes locales, le FLN devint le Parti socialiste yéménite (PSY) en 1978 après avoir subi un certain nombre de tentatives de coups d'État, de purges et autres luttes internes au cours de la décennie précédente. L'événement le plus violent fut le renversement et l'exécution en juin 1978 de Salmine, représentant d'une gauche « maoïste » radicale dans le triumvirat qui dirigeait le pays depuis juin 1969.

CONFRONTATIONS SANGLANTES AU SEIN DU PARTI

Les conflits internes au sein du PSY se sont poursuivis tout au long de ses 23 années d'existence. Aujourd'hui encore, on ne sait pas exactement dans quelle mesure ces conflits étaient personnels, régionaux ou idéologiques. Ce qui est clair, cependant, c'est que les positions du régime se sont considérablement assouplies au cours de ces deux décennies. Il n'y a pas eu de nouvelles manifestations extrémistes, après celles des sept jours de 1972 pendant lesquels les manifestants ont exigé des réductions de salaire pour soutenir les difficultés financières de l'État – un moment vu comme le sommet de l'influence de Salmine. Le soutien aux groupes révolutionnaires internationaux les plus extrêmes au Proche-Orient et au-delà a décliné et a pris fin à la fin des années 1970. Les relations diplomatiques mutuelles ont été établies avec l'Arabie saoudite (1976) et Oman (1982), les guerres médiatiques ont pris fin et le régime a reçu de l'aide financière. Il s'est mis à rechercher des investisseurs privés parmi les émigrés et autres sources à l'étranger, démarche partiellement couronnée de succès. La lutte interne a culminé avec ce qui est devenu par euphémisme les « événements » du 13 janvier 1986, lorsque Abdel Fattah Ismail et la plupart des autres dirigeants « historiques » de la révolution ont été assassinés lors d'une réunion du bureau politique, sur ordre d'Ali Nasser Mohamed. Ce dernier était considéré comme un leader plus pragmatique depuis qu'il avait envoyé le premier en exil en 1980.

Ces événements ont fondamentalement miné le régime et sapé sa crédibilité. La population y voyait une simple tentative de prise de pouvoir par la force, dépourvue de toute autre raison, rationnelle ou idéologique. À la même période, l'Union

soviétique subissait elle-même des changements massifs qui allaient entraîner sa propre disparition. Au Yémen du Sud, le régime d'après 1986 est devenu semblable à une démocratie occidentale, mais il était trop tard. La découverte de pétrole à ses frontières avec la République arabe du Yémen (RAY), dont le régime subissait elle-même une crise de crédibilité politique, ne laissaient que deux possibilités : la guerre ou l'unification.

L'unification du Yémen avait été un slogan populaire pendant toute la période de la RDPY. En la réalisant, [Ali Abdallah Saleh](#), alors président de la RAY, et Ali Salem Al-Beidh, leader falot du RSY ont accompli le geste le plus populaire de leur vie politique. Le 22 mai 1990, au bout de 23 ans, la PDRY a cessé d'exister pour devenir une partie de la République du Yémen. Comme on le voit aujourd'hui avec l'émergence d'un mouvement séparatiste de plus en plus virulent dans son ancienne zone géographique, l'unification a été un processus complexe et insatisfaisant, ce dont il faudra discuter ailleurs. Mais les dirigeants survivants de la RDPY sont toujours présents dans le débat politique yéménite. En dépit de leur âge et du fait que peu d'entre eux – voire aucun – revendiquent une quelconque allégeance au socialisme, sous quelque forme que ce soit.

HELEN LACKNER

Chercheuse indépendante, elle a travaillé et vécu au Yémen pendant plus de quinze ans, dont cinq dans la RDPY entre 1977 et 1982. Elle... **(suite)**